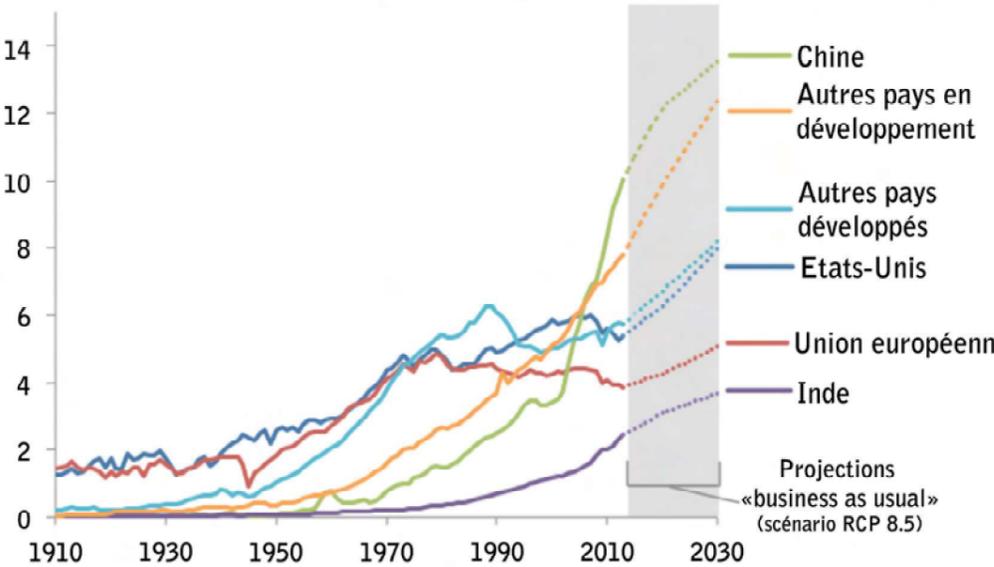


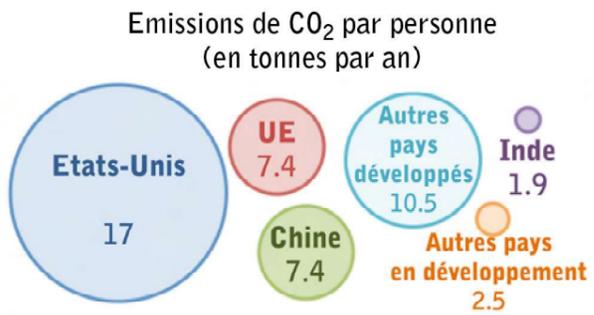
Emissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et ciment (en milliards de tonnes par an)



Environ 3/4 du CO₂ émis par la combustion d'énergies fossiles, depuis le début de la révolution industrielle, provient des pays développés et plus de la moitié est postérieur à 1970.

La Suède, pour réduire sa dépendance au pétrole, a su maintenir une réduction de ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

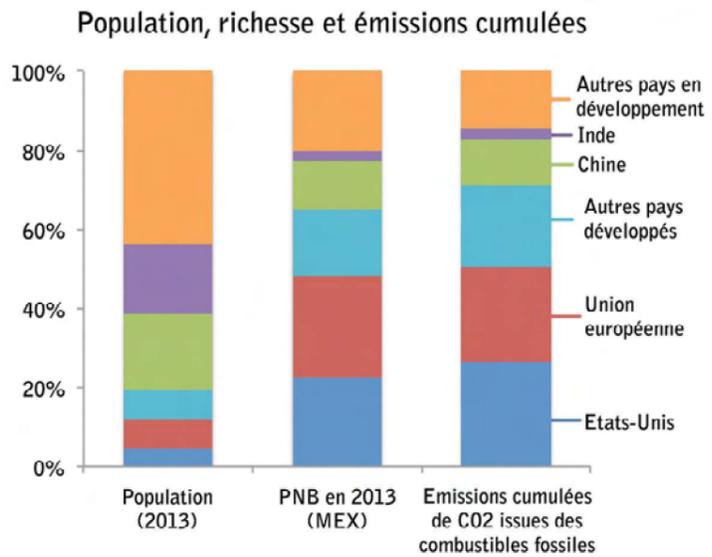
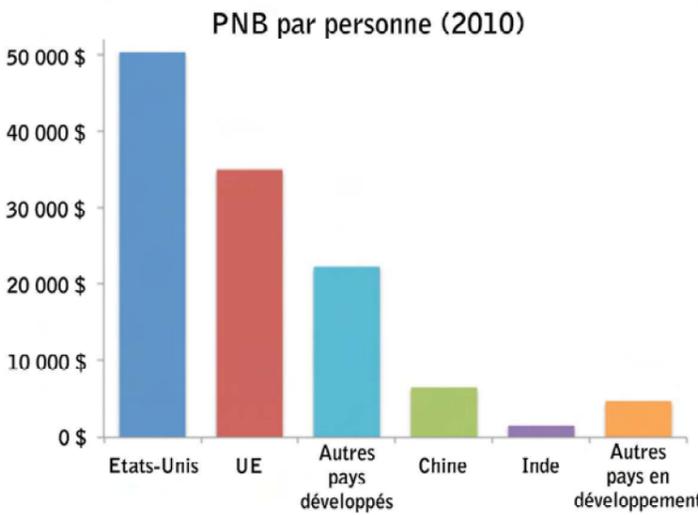
Emissions de dioxyde de carbone (CO₂), principalement issues des combustibles fossiles, pour chaque région de 1910 à 2013 (lignes continues), ainsi que leurs projections jusqu'en 2030.



Les émissions en CO₂ par personne aux Etats-Unis, dans l'UE et dans les autres pays développés sont bien plus importantes que les émissions dans les pays en développement (en Inde et dans les autres pays en développement). Avec moins de 5% de la population mondiale, les Etats-Unis génèrent, à eux seuls, 15% des émissions mondiales.

Le PNB par personne aux Etats-Unis est respectivement plus de 7,5 fois et 35 fois supérieur à celui de la Chine et de l'Inde.

La Chine, l'Inde et les autres pays en développement abritent 81% de la population mondiale, mais ne représentent seulement que 35% des richesses et 29% des émissions cumulées.



Richesses des différentes régions mesurées à travers leur PNB par personne en 2013 (en \$ 2010 MEX/an)

Répartition de la population mondiale, du PNB (2013) et des émissions cumulées de 1850 à 2013 pour toutes les régions.



CONFÉRENCE DES PARTIES



MANDAT DES ETATS-UNIS POUR SON ÉQUIPE DE NÉGOCIATEURS

Négociations du .../.../.....
Musée des Confluences Lyon, France

Objectifs: Notre pays cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

Aujourd'hui en 2018, nous devons donc décider :

- Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. Nous pouvons donc décider, ou pas, de réduire nos émissions en gaz à effet de serre : Quel sera notre pourcentage de réduction :% ? A partir de quelle échéance : ?
- Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.
- De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Financement pour le climat qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Briefing des objectifs des négociations

Vous dirigez la délégation américaine aux prochaines négociations sur le changement climatique.

Contexte : Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. **Les dernières études du gouvernement américain ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà les 50 états et que sans une réduction drastique de nos émissions de GES, les conséquences n'en seront que plus sévères.**

Opinion publique nationale : Une majorité des citoyens américains, pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème. Cependant, **beaucoup s'opposent à une augmentation des taxes sur l'énergie ou à d'autres initiatives qui élèveraient le coût de la vie. Pour de nombreux citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. La majorité de la population s'oppose à un quelconque accord qui ferait porter une charge excessive sur notre économie alors que les émissions des pays en développement continuent de croître.** De leur côté, les intérêts liés aux énergies fossiles continuent à distiller le doute sur les causes et conséquences du changement climatique.

Politiques nationales : A Paris, les États-Unis se sont engagés à réduire de 26-28% leurs émissions d'ici 2025 par rapport à 2005. La réalisation de cet engagement dépend du succès de la mise en place de mesures de régulation des émissions des centrales électriques, de l'amélioration du rendement énergétique des véhicules et des actions prises aux niveaux des États et des régions (par exemple, les programmes d'échanges de droits d'émissions dans le nord-est des États-Unis et en Californie). Cependant, ces décisions rencontrent beaucoup de résistances parmi des élus du Congrès. Des intérêts économiques liés aux énergies fossiles ont poursuivi en justice le gouvernement pour le bloquer dans ses initiatives.

Opportunités : En dépit de ces obstacles, le rapport bipartite « Risky Business » (<http://riskybusiness.org>), signé par des secrétaires au Trésor américain des deux bords, montre que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.

Forêts et utilisation des terres : Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions des États-Unis.

Contexte international :

- La Chine est aujourd'hui la deuxième économie mondiale, sa croissance est bien plus rapide que celle des États-Unis et elle génère environ 30% des émissions mondiales de CO₂. **A Paris, la Chine s'est engagée à atteindre le pic de ses émissions d'ici 2030. Elles seront alors 4 fois supérieures à celles des États-Unis. La Chine ne s'est engagée à aucune réduction de ses émissions par la suite.**
- Entre-temps, les émissions des autres pays en développement, et en particulier l'Inde,

augmentent très rapidement. **Les États-Unis ne s'engageront pas plus loin tant que le reste du monde ne signera pas des accords de réductions d'émissions ambitieux et vérifiables. En 2050, sans réductions, les émissions des autres pays en développement représenteront près de 3 fois celles des pays développés.**

- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

Au verso de cette page, vous trouverez les données qui vous seront utiles dans vos négociations. Bonne chance !